Haïti : UN PAYS À GENOUX DEVANT LA VIOLENCE DES GANGS ARMÉS

Un an après la mise en place du Conseil présidentiel de transition, Haïti continue de sombrer dans la violence et le chaos. L'insécurité règne, les gangs contrôlent près de 85 % de Port-au-Prince, et la population désespère face à l'inaction politique. Dans un climat de défaillance institutionnelle et de crise humanitaire aiguë, la tenue des élections apparaît désormais impossible, tandis que l'aide internationale n'est pas à la hauteur des besoins.

PAR DIANE CASSAIN

UN AN DE CONSEIL PRÉSIDENTIEL DE TRANSITION

Le Conseil présidentiel de transition (CPT) a récemment fêté ses un an. Son bilan ? A Port-au-Prince, la population est unanime : il a échoué. Aucun progrès sur le plan sécuritaire, pas l'ombre d'une transition en douceur à l'horizon. « *A l'aune des espoirs qui avaient été placés, et du mandat, surtout, qui avait été donné aux membres du CPT, ils ont failli sur tous les points* », tranche l'universitaire haïtien Jean-Marie Théodat.[1] Il n'y a aucun signe d'espoir. « *Le CPT est un échec sur tous les plans : sécuritaire, avec l'expansion des gangs ; politique, en raison de l'absence d'avancées sur les élections et le référendum ; et en matière de gouvernance, marquée par l'opacité, la corruption et l'inaction. La mise en place d'un conseil national de sécurité a été officiellement annoncé le 18 décembre dernier, mais celui-ci n'a aucune existence, tout comme l'organe de contrôle du gouvernement. La rupture espérée avec les pratiques du passé n'a pas eu lieu. Pire, des membres du CPT sont accusés de liens avec des groupes mafieux, renforçant la défiance de la population. Ce gouvernement reproduit les échecs des gouvernements précédents et ne rend aucun compte à la population.* » abonde Frédéric Thomas, chargé d'études au CETRI.

UN POINT DE NON-RETOUR ?

Entre le 1er janvier et le 31 mars 2025, plus de 1 600 Haïtiens ont perdu la vie, majoritairement des membres de gangs criminels. Quelque 200 groupes gangrènent le pays depuis plusieurs années. Ils souhaitent désormais étendre leur contrôle territorial dans tout le pays. A l'heure actuelle, ils contrôlent environ 85 % de Port-au-Prince, la capitale. Ces deux derniers mois, 60 000 civils ont été contraints de fuir leur domicile. « *Nous approchons d'un point de non-retour dans la crise haïtienne* », prévient María Isabel Salvador, la représentante spéciale des Nations-Unies pour Haïti. Aujourd'hui, la population est livrée à elle-même. Sur le plan sécuritaire, seules deux communes échappent encore au contrôle des gangs : Canapé Vert, au sud et Kenscoff, au nord. Mais si ces bastions tombent, plus rien ne freinera l'avancée des groupes armés. La récente prise de Mirebalais, dans le Centre, en est un signal alarmant. D'autant que la situation humanitaire devient critique. 39 établissements de santé et plus de 900 écoles ont été fermés rien que dans la capitale. Les violences sexuelles ainsi que des maladies telles que le choléra se répandent. Et, les violences continuent, risquant de se renforcer. Le 31 mars dernier, les membres de la coalition de gangs ont attaqué la prison de Mirebalais, libérant

La situation en Haïti continue de se dégrader, et sans changement radical, le scénario le plus probable reste un pourrissement lent mais certain de la situation.

530 détenus. La Mission multinationale d'appui à la sécurité n'a pas non plus tenu ses promesses. Conçue pour aider les forces de police à lutter contre les gangs, elle a été, dès le début de sa mission, sous dimensionnée. *« Les atrocités visant les enfants sont quotidiennes. Les groupes armés commettent régulièrement de graves violations des droits de l'enfant, y compris des meurtres et des mutilations. Depuis le début de l'année, nous avons constaté une augmentation stupéfiante de 1000 % du nombre d'incidents de violences sexuelles signalés à l'encontre d'enfants. Pour ajouter à l'horreur, les groupe armés recrutent et utilisent activement des enfants dans leurs opérations »* alerte Catherine Russell, directrice générale de l'UNICEF.[2] Les enfants représenteraient actuellement 30 à 50 % des effectifs des groupes armés. Le nombre total d'enfants enrôlé a lui augmenté de 70 % au cours de l'année 2024. Exploités comme esclaves sexuels, informateurs ou cuisiniers, le sort de ces enfants au sein des gangs suscite une profonde inquiétude.

LES HAÏTIENS POURRONT-ILS VOTER ?

C'est dans ce contexte d'instabilité profonde que les Haïtiens ont été appelés aux urnes. Pour l'heure, un premier tour d'élection présidentielle est prévu autour du 15 novembre, le second début janvier 2026. Mais, techniquement, les délais ne pourraient pas être respectés. *« Il est aujourd'hui matériellement impossible [d'organiser ce scrutin] dans le temps imparti »*, souligne James Boyard, enseignant chercheur.[3] *« Les élections, censées marquer une étape vers la transition, sont devenues un mirage : tout le monde sait qu'elles ne sont pas réalisables dans les conditions actuelles, mais personne n'ose le reconnaître publiquement. Cela reviendrait à admettre l'échec du CPT alors qu'il n'existe aucun plan B. Pourtant, les pressions internationales — notamment des États-Unis — persistent pour maintenir ce calendrier, quitte à envisager des élections très partielles, dans quelques départements encore relativement épargnés par les gangs, comme ceux en dehors de l'Ouest. Mais dans un tel contexte, la crédibilité et la légitimité d'un scrutin organisé par un gouvernement discrédité et financé par l'étranger seraient fortement compromises »* partage Frédéric Thomas. Un manque de transparence également dénoncé par plusieurs organisations ce qui pourrait entraîner une crise post-électorale en raison d'un scrutin vicié.

UN APPEL AU SOUTIEN INTERNATIONAL

Une spirale de la violence qui laisse peu de place au soutien international. Le Kenya, engagé via la Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS) tente tant bien que mal de maintenir une présence. Seuls 400 des 2500 militaires prévus ont été déployés. Dans ce contexte, la France joue un rôle déterminant. L'aide se traduit par du conseil, de la formation et la fourniture de matériel, avec une montée en puissance annoncée dans les prochains mois. *« Des éléments du Raid sont actifs et conseillent les forces de police haïtienne par l'expertise, la formation par la livraison de matériel, de drones par exemple »*, mais aussi *« de véhicules blindés. Nous essayons de monter ce qui peut ressembler à notre modèle de l'Ofast dans la lutte contre la corruption contre le trafic de drogue en Haïti »* développe Bruno Retailleau, ministre de l'Intérieur.[4] A noter que l'aide apportée au pays représentait 40 millions d'euros en 2024, faisant de la France le 3e bailleur d'Haïti derrière les États-Unis et le Canada.

DES SCÉNARIOS PEU RASSURANTS

« La situation en Haïti continue de se dégrader, et sans changement radical, le scénario le plus probable reste un pourrissement lent mais certain de la situation. Face à cette impasse, certaines pistes sont évoquées, comme une mission internationale sous l'égide de l'Organisation des États Américains pour contourner les blocages au Conseil de sécurité. Mais le flou règne : qui enverra des troupes dans un pays où les missions doivent désormais être offensives face à des bandes lourdement armées ? Pendant ce temps, les mêmes acteurs politiques et économiques — pourtant largement responsables de la crise — restent au cœur des tentatives de sortie de crise » détaille Frédéric Thomas. Les prochaines heures d'Haïti semblent si sombres que pour le chargé d'étude, l'urgence est surtout d'éviter d'aggraver la crise actuelle. *« Pour ce faire, il est essentiel de faire cesser les expulsions depuis la République dominicaine et les États-Unis. La récente désignation des gangs comme groupes terroristes par Washington complique l'aide humanitaire et n'arrange pas la situation. Une réponse ciblée est nécessaire, notamment envers les femmes et enfants déplacés, mais sans stratégie globale, l'humanitaire reste un palliatif à l'inaction politique »* conclut-il.

1. https://www.lemonde.fr/international/article/2025/04/25/en-haiti-les-gangs-menacent-de-torpiller-la-transition-politique_6600002_3210.html
2. https://www.unicef.fr/article/haiti-il-est-imperatif-detendre-la-reponse-humanitaire/
3. https://www.lemonde.fr/international/article/2025/04/25/en-haiti-les-gangs-menacent-de-torpiller-la-transition-politique_6600002_3210.html
4. https://www.franceinfo.fr/politique/bruno-retailleau/violences-en-haiti-la-france-va-accroitre-son-aide-pour-permettre-a-la-police-de-combattre-les-gangs-armes-ultraviolents_7180560.html